

Brochure n° 3148

Convention collective nationale

**IDCC : 500. – COMMERCE DE GROS EN BONNETERIE, LINGERIE,
CONFECTION, MERCERIE, CHAUSSURES
ET NÉGOCES CONNEXES**

ACCORD DU 26 JANVIER 2011
RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION

NOR : ASET1150801M
IDCC : 500

Entre :

La FNNGB ;

La FCJT,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} avril 2011, la chambre syndicale des grossistes en jouets adhère à la convention collective des commerces de gros en bonneterie, lingerie, confection, mercerie, chaussures et négo-ces connexes.

Toutefois, les entreprises du commerce de gros en jouets procéderont à l'adoption de la classifica-tion, de la grille des salaires minima et de primes d'ancienneté des commerces de gros en bonnete-rie, mercerie, chaussures, dans les meilleurs délais et au plus tard le 31 décembre 2011.

Article 2

L'intitulé de la convention collective des commerces de gros en bonneterie, lingerie, confection, mercerie, chaussures et négo-ces connexes est ainsi modifié et devient « Convention collective des commerces de gros de l'habillement, de la mercerie, de la chaussure et du jouet ».

Article 3

L'article 1^{er} de la convention collective des commerces de gros en bonneterie, lingerie, confection, mercerie, chaussures et négo-ces connexes est ainsi modifié.

« Article 1^{er}

La présente convention régit, sur l'ensemble du territoire métropolitain et les départements d'outre-mer, les rapports de travail entre les employeurs et les salariés des commerces de gros de l'habillement, de la mercerie, de la chaussure et du jouet relevant des codes APE 46.42Zp, 46.41Z et 46.49Zp. »

Le reste de l'article 1^{er}, sans changement.

Article 4

Le présent accord sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 26 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)